

s

01/03/2018

SYNDICALISME ET POLITIQUE

Formation des leaders syndicaux de
la Confédération Syndicale
Burkinabè (CSB)

Ouédraogo Olivier Guy
SECETAIRE GENERAL CONFEDERAL

**THEME : « SYNDICALISME ET POLITIQUE
Présenté par le camarade Ouédraogo Olivier Guy,
Secrétaire Général de la Confédération Syndicale
Burkinabè.**

Bonjour camarades, c'est pour moi un honneur d'avoir cette occasion que vous m'offrez afin d'échanger sur le thème « syndicalisme et politique ».

Un thème exaltant et complexe, pour lequel je souhaiterai la participation de tous dans les débats afin que nous puissions l'enrichir d'avantage, pour notre renforcement de capacités à tous.

Sur ce, je développerai le thème selon le plan suivant :

- Rappel sur l'historique du syndicalisme européen
- Bref aperçu sur le syndicalisme africain
- Syndicalisme et politique
- Conclusion

I / RAPPEL SUR L'HISTORIQUE DU SYNDICALISME EUROPEEN

I.1 Contexte de la naissance du syndicalisme en Europe

Né en Europe (Royaume Uni, Allemagne ou France), dans les années 1880, sous sa forme moderne actuelle, **le syndicalisme est le fruit de la transformation du problème ouvrier, résultant de la révolution industrielle, de changements démographiques, politiques et surtout idéologiques.** Mais le phénomène syndical européen, n'a pas abouti à un syndicalisme unifié et de ce fait, on trouve les pensées syndicales Britannique, Allemande ou Française (Réformiste, révolutionnaire, politisé ect..), élaborées en 1880 et qui se sont prolongées au 20^{ème} siècle.

Le syndicalisme Européen s'est affermi à partir de 1880 grâce à quatre principaux facteurs.

-La concentration industrielle et démographique.

En plus de l'essor industriel, on assiste durant le XIXème siècle, à une forte croissance de la population totale. 85% par demi-siècle pour le Royaume Uni, 50% pour l'Allemagne et 20% pour la France.

La conjugaison des deux phénomènes (essor industriel et croissance démographique), entrainera une forte urbanisation, alimentée par un exode rural. Ces grandes villes nées de l'urbanisation seront les bassins naturels du recrutement syndical. On peut citer : Manchester, Lille, Barcelone...etc

De ces travailleurs qui vivent dans la promiscuité en usine comme dans les cités européennes industriels, naîtra une nouvelle identité de masse, celle de la classe ouvrière, du prolétariat. Deux groupes cependant cohabitent, la main d'œuvre des vieux métiers à forte qualification et celle des nouvelles industries à mobilisation de masse.

1.2 Facteurs ayant influés sur le syndicalisme Européen

a) L'évolution des politiques gouvernementales Européennes

L'évolution des régimes politiques de la monarchie à la démocratie, entrainera un comportement plus respectueux de la population de la part des gouvernants.

De ce fait, ceux-ci adoptèrent certaines lois sociales en faveur de la classe ouvrière : création de caisse de secours 1875 et d'assurance-maladie 1883 en Allemagne ; droit de grève reconnu en 1861 en France et 1824 au Royaume Uni.

A ce niveau il faudrait noter une avance de l'Angleterre, dont la révolution industrielle s'est faite à la fin du 18ème siècle et son explosion démographique dans la moitié du 19ème

siècle. Cet état de fait, sera un des éléments différenciateurs du syndicalisme Britannique, qui par la suite, grâce à l'internationalisme qui caractérise le phénomène ouvrier des années 1980, sera en phase temporellement avec le reste de l'Europe occidentale, tout en gardant son identité.

b) Influence des courants idéologiques et mentalistes

Dans la moitié du 19ème siècle, la diffusion des courants de pensée tels, le socialisme et l'anarchisme, qui valorisent le monde ouvrier, sera un facteur déterminant, du mouvement syndical, qui s'est développé au 19ème siècle. Des œuvres littéraires telles, *Germinal* (1885) d'Emile Zola et *l'Assomoir* (1876) en sont témoins.

Mais le facteur le plus déterminant, est la pensée née de l'opposition entre les masses laborieuses et les milieux capitalistes incarnés par Karl Marx et Friedrich Engel (marxisme socialisme) et l'anarchisme prôné par Bakounine et Kropotkine.

Le socialisme aura à s'exprimer dans de nombreux pays, à travers des partis qui l'incarnent (les partis ouvrier français fondé en 1972 et ouvrier social-démocrate crée en 1965 en Allemagne). Ces partis resteront très influencés par le marxisme.

Après 1880, l'anarchie incarnée par Bakounine et Kropotkine, s'est principalement développé en France, en Italie, en Espagne et en Russie. Rejetant toute domination d'une classe par une autre, l'anarchisme plaide pour une société proche, de l'approche syndicale du début, c'est-à-dire, mutualiste et basée sur les coopératives.

Tous ces courants de pensée malgré leur contradiction et même leur division, donneront enfin à la classe ouvrière une base théorique et un idéal militant, facteur qui contribuera

grandement à l'essor du syndicalisme Européen dans les années en 1880.

Pour ce faire, on peut définir le syndicalisme sous son premier aspect, comme une communauté créée par les ouvriers, le plus souvent dans les villes pour répondre notamment à des besoins psychosociologiques de solidarité. Cette entraide renforcée par les diffusions de doctrines et de propositions, lors des congrès, fournira autant des services sociaux que d'éducation aux militants.

II. Le syndicalisme africain

L'histoire du syndicalisme Africain ne se confond pas nécessairement avec l'histoire du travail. Hormis l'Algérie et l'Afrique du sud où le processus d'urbanisation et d'industrialisation conséquent se développe dès le milieu du XIXème siècle sous l'impulsion de politiques coloniales de peuplement continu. **Le mouvement syndical africain dans la plus grande partie du continent émergera progressivement de par une longue gestation historique à partir de la seconde guerre mondiale et cela à la faveur des mouvements nationaux de revendication d'indépendance. Quant à son évolution, elle sera facteur des politiques coloniales et néo-coloniales, de l'influence des syndicats européens et de l'apport des intellectuels formés dans les métropoles européennes, qui pour la plupart étaient influencés par l'idéologie de gauche.**

En effet, les premiers syndicats à se créer le furent sous l'influence des syndicats européens qui affluèrent en Afrique au sorti de la seconde guerre mondiale suite à la conférence de Brazzaville en février 1944, sous l'impulsion du Général De Gaulle qui avait décidé d'étendre le droit syndical à tout l'empire colonial. Mais il a fallu du temps ainsi que l'évolution

du législatif (entrée à l'assemblée des députés de L'AOF). A la faveur de ce mouvement législatif, commença à se développer le syndicalisme africain. En 1956 l'on compte 908 syndicats en AOF pour 188393 travailleurs contre 507 syndicats pour 7000 travailleurs en AEF. **Après l'acquis des droits syndicaux, la revendication des travailleurs africains, sera l'égalité de traitement avec les travailleurs expatriés.**

En ce qui concerne les organisations syndicales burkinabè, on peut citer les syndicats suivants qui se sont créés sous l'influence des syndicats européens. L'USTV actuel USTB (Union Général des Travailleurs du Burkina) créée en 1948 et qui était une section de l'UGTAN (Union Général des Travailleurs d'Afrique Noire) dont la création avait été fortement inspirée par la CGT (Confédération Général des Travailleurs), syndicat français, d'obédience syndicalisme de lutte de classe, marxiste léniniste. La CNTV actuel CNTB (Confédération Nationale des Travailleurs Burkinabè) créée en 1948-1949 sous l'influence de la CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens), syndicat français, d'obédience réformiste chrétien et plus tard l'OVSL actuel ONSL (Organisation Nationale des Syndicats Libres), créée en 1960 sous l'influence de la CGT/FO (Confédération Général des Travailleurs / Force Ouvrière), syndicat français dissident de la CGT et qui se réclame du syndicalisme réformiste.

Quant à l'apport des intellectuels africains, elle se symbolise au Burkina Faso, par les conditions de la naissance de la CSB (Confédération Syndicale Burkinabè). En effet cette organisation est née de la volonté de deux organisations qui s'étaient constituées dans les années 1970 à savoir le SNEA-HV actuel SNEA.B (Syndicat National des Enseignants Africains – Section du Burkina) et

surtout le SUVESS actuel SNESS (Syndicat National des Enseignants du Secondaire et du Supérieur), deux syndicats d'enseignants dont les leaders avaient été formés en France et qui étaient fortement marqués par l'idéologie de gauche. Sous leur inspiration, quinze syndicats se mirent ensemble dont la plupart était dissidente de l'USTB et créèrent en 1974 la Confédération Syndicale Burkinabè (CSB), naturellement une confédération syndicale d'obédience révolutionnaire, de lutte de classes.

III Syndicalisme et politique

III.1 Les différentes voies du syndicalisme Européen

Dans la typologie syndicale, les mots utilisés pour désigner les organisations syndicales insistent sur tel ou tel aspect de la réalité syndicale.

Trade union au Royaume-Uni : c'est à dire union des métiers tout simplement

Syndicat en France : c'est-à-dire groupement ayant un représentant – le syndic- (le mot syndicat désigne un groupement d'ouvriers à partir de 1839)

Gewerkschaft en Allemagne : c'est-à-dire membre d'une profession, et à partir de 1868, organisation d'ouvriers industriels.

Derrière ces dénominations foisonnent une multitude de courants politiques : révolutionnaire, réformiste, socialiste, communautaire, sociétaire.

Trois principales lignes de partage peuvent être distinguées :
.Distinction de l'aspect communautaire (syndicalisme ouvert à la main d'œuvre peu qualifiée) de l'aspect sociétaire (syndicalisme d'ouvriers qualifiés luttant principalement pour l'amélioration des conditions de vie). L'évolution à ce jour, à atténuer cet aspect.

III.2 Obstacle à la croissance du syndicalisme

L'analyse de l'opposition au syndicalisme, qui lorsqu'elle provient des pouvoirs politiques (surtout autoritaires) génèrent, des syndicalismes combattifs voire révolutionnaires ; par contre, quand le régime fait une place au syndicalisme, il facilite l'éclosion d'un syndicalisme contestant moins l'ordre politique et social comme au Royaume Uni. Si l'opposition au syndicalisme vient non plus des pouvoirs publics, mais des patrons, le mouvement correspondant revêt alors un caractère plus professionnel que politique.

III.3 Rapport du syndicat avec la politique

Modèle marxiste (supériorité du parti sur le syndicat)

Modèle Britannique (affirmation hors des partis et création de son propre parti, prolongement des trade-unions)

Modèle Français (syndicalisme révolutionnaire, réalisant la synthèse entre l'anarchisme et les théories des différentes écoles socialistes). Le syndicat assume la lutte économique et la lutte politique.

De ces trois constats, deux grands groupes peuvent être dégagés de cette typologie à savoir :

-Un syndicalisme de revendication et de contrôle qui accepte la société capitaliste mais veut en obtenir le maximum d'avantages en la contrôlant, ce sont les formes Britanniques scandinaves ou Allemandes d'un syndicalisme réformiste et politisé de façon modérée

-Un syndicalisme de revendication et d'opposition révolutionnaire qui se définit comme un syndicalisme de lutte de classe, internationaliste, battit sur un projet de changement de société. Appartient à ce dernier

type : La forme anarchiste, communiste, syndicaliste révolutionnaire.

De ces deux groupes, s'ajoutera un autre dans la formation des grands courants mondiaux du 20ème siècle à savoir, le syndicalisme chrétien.

Le syndicalisme chrétien, est né de la volonté de l'église, de soustraire les ouvriers catholiques de l'influence révolutionnaire (marxiste) qu'ils subissaient, dans les syndicats d'alors. Mettant dos à dos les capitalistes et les syndicalistes révolutionnaires, le Pape Léon XIII a été le précurseur de la naissance du syndicalisme chrétien, qui prétendait défendre les travailleurs sur la base de la doctrine chrétienne (foi, espérance, charité).

De ces courants syndicaux, naitront après maintes évolutions, les grands regroupements mondiaux du 20ème siècle :

- La FSM (fédération Syndicale Mondiale) créée en février 1945, d'obédience révolutionnaire
- La CMT (Confédération Mondiale du Travail) créée en 1949, d'obédience réformiste chrétienne
- La CISL (Confédération Internationale du Syndicalisme Libre) créée en 1949, d'obédience réformiste libérale.

L'histoire de l'évolution de ces courants à ce jour nous montre que la CISL et la CMT fusionneront en 2006, pour donner naissance à la Confédération Syndicale Internationale (CSI), qui prône un syndicalisme réformiste, basé sur la cogestion tandis que la FSM est quasi inexistante suite à l'effondrement du bloc communiste.

Ces faits nous montrent que **des idéologies communes ont toujours été partagées par les syndicats et les politiques. Et cela est normal, car les organisations syndicales**

interviennent en permanence sur le terrain politique, et les politiques s'occupent des « matières sociales », pas toujours de manière positive faut-il le préciser! Emploi, fiscalité, pouvoir d'achat sont ainsi des priorités affirmées pour les uns et pour les autres.

Malgré ces accointances, les tenants d'une stricte séparation entre le « *social* » et le « *politique* » brandissent l'« *indépendance syndicale* », comme étant un principe fondamental, qui est matérialisée dans la plupart des textes fondamentaux des organisations syndicales. Cette position tire son fondement principalement sur la définition des deux concepts

En effet, la définition consacrée du syndicat dans certains milieux est, qu'il est un regroupement reconnu par la loi et constitué pour la défense collective des intérêts professionnels ou catégoriels. Voire un mouvement d'ensemble pour acquérir des meilleures conditions de vie et de travail. L'action syndicale vise entre autre la formation au quotidien, le social, la représentativité, la revendication et le volet normatif. Pour faire une bonne pression et une meilleure réclamation, il faut des hommes. A travers la représentativité, les organisations syndicales sous entendent une masse populaire suffisamment quantitative pour aboutir à leurs fins. La matière première est l'homme.

Quant à la politique, elle vient du grec politikos qui concerne l'Etat. La politique est relative à l'organisation du pouvoir d'Etat

et à son exercice. La politique c'est la manière d'exercer l'autorité dans un Etat ou dans une société. La politique est le mouvement d'un groupe d'élites qui aspirent au pouvoir d'Etat. Pour accéder au trône il faut des hommes. De nos jours, avec l'avènement de la démocratie dans le monde il faut des élections populaires et c'est le candidat le mieux représenté qui accède au pouvoir d'Etat. Au regard de ce qui précède on constate que l'homme demeure la matière première. Seule une grande représentativité du peuple reste la condition indispensable pour l'acquisition du pouvoir.

Pour ceux qui ont une méfiance voir un rejet de la politique, la politique utilise l'homme pour assouvir ses besoins et ne lutte pas forcément pour les intérêts matériels et moraux de ses électeurs. Voir Machiavel qui disait : « je ne veux pas que mon peuple m'aime mais que mon peuple me craigne ». A travers cette assertion, des clivages se présentent entre politique et syndicat et sont nécessaires à un bon décryptage pour la bonne compréhension de leurs différences.

Certes, l'autonomie syndicale ne peut être remise en cause, car les syndicats organisent de manière plurielle la majorité des salariés, et ils ne peuvent être réduits à un relais privilégié d'une formation politique en particulier. Mais peut-on séparer arbitrairement ce qui relèverait des seules compétences du mouvement syndical et ce qui relèverait des seules prérogatives du monde politique ? Pour autant, cette indépendance n'est pas synonyme d'apolitisme ou de désintérêt obligé pour la sphère institutionnelle. Il convient de rappeler pour les distraits, que les travailleurs et les syndicalistes sont également des citoyens. Ils

ont parfaitement le droit pour ne pas dire le devoir, de donner leur avis ou de contribuer à l'édification d'une société devant garantir une amélioration des conditions de vie des travailleurs.

L'histoire révèle à bien d'égards l'étroitesse du fossé entre la politique et le syndicat.

A cet effet, nous avons la marche qui a donné lieu au soulèvement populaire du 03 Janvier 1966 en Haute Volta et qui a eu raison du régime du Président Maurice YAMEOGO. Ces mouvements insurrectionnels étaient bien et bel dirigés par des syndicalistes comme Joseph OUEDRAOGO, Joseph Ki-Zerbo, Henri Guissou, Ali LANKOUANDE, Boukary COULIBALY, dont l'engagement politique avait du mal à être dissociés avec leurs engagements syndicaux.

D'autres exemples peuvent prouver cette accointance. Lesvalessa syndicaliste polonais a orienté ses camarades de luttes pour s'accaparer du pouvoir d'Etat. Voir Nelson Mandela qui a passé 67 ans de sa vie dans la lutte contre l'apartheid et dont 27 ans de prison devenu président en Afrique du Sud avant de mourir à 95 ans. Voir Sékou Touré en Guinée homme populaire et révolutionnaire qui a arraché l'indépendance aux colonisateurs français en 1958 avec sa célèbre phrase : nous préférons la pauvreté dans la souffrance que l'opulence dans l'esclavage.

Cette position est différente d'un engagement quelconque avec un parti politique, bien que cela puisse se faire En effet, jusqu'en 1994, la Confédération Générale du Travail de France

(GGT France) a été membre du parti communiste français et son secrétaire général siégeait au sein du bureau politique, idem pour les militants de LO (Syndicat suédois) qui sont membres d'office du Parti Social Démocrate Suédois. Quand aux trade-unions ils ont créés le parti travailliste de Grande Bretagne ect....

Un bémol est à faire concernant ce syndicalisme car cela doit se faire en toute transparence avec l'aval des militants, toute autre de collaboration dans ce sens ne pouvant être qu'une supercherie

En conclusion, nous dirons que le syndicalisme burkinabè est traversé par les mêmes courants que le syndicalisme mondial, ce qui n'est pas étonnant, dû au contexte de sa naissance. A ce titre, on dénombre deux grandes tendances à savoir :

-Le syndicalisme de revendication et de contrôle, incarné par cinq centrales syndicales et plusieurs syndicats autonomes. Leur action porte sur la revendication de meilleures conditions de vie et de travail de l'ensemble des travailleurs (formels, informels et agricoles) sur les bases de la justice social que doit incarner la démocratie. Les cinq centrales de ce courant sont : La CNTB affiliée jadis à la CMT ; La CSB qui renonça au syndicalisme de lutte de classe en 1994 et s'affilia à la CISL d'alors ; l'ONSL jadis affiliée à la CISL ; l'USTB qui se désaffilia de la FSM en 2004 pour s'affilier à la CMT d'alors. Ces quatre organisations se retrouvent présentement dans la même internationale, la CSI, suite à la fusion de la CMT et de la CISL. En plus de ces quatre centrales, une cinquième centrale, FO/UNS dissidente de l'ONSL, créée en 1990 et affilié à la FSM en 2013, complète le tableau du syndicalisme réformiste.

-Le syndicalisme de revendication et d'opposition, incarnée par la CGTB (Confédération Générale des Travailleurs du Burkina) et d'autres syndicats autonomes qui forment le collectif CGTB. Cette organisation est née en 1988 et se

réclame du syndicalisme révolutionnaire. Le contexte de sa naissance est plus à rechercher dans les contradictions des milieux intellectuels de gauche dans les années 1975 dans notre pays. Il est en fait l'incarnation d'un syndicalisme dominé par des intellectuels fortement politisés qui s'appuient sur les agents publics de l'Etat, les étudiants, certaines organisations de la société civile, que sur une classe ouvrière quasi inexistante, dûe à la très faible industrialisation du pays. Le paradoxe de la CGTB est qu'elle veut parvenir à son idéal par la défense supposée des valeurs démocratiques.

En conclusion, sur le syndicalisme et la politique on peut retenir ce passage d'un article du professeur Laya Sawadogo sur le syndicalisme, qui disait ceci : **« si la défense des intérêts matériels et moraux demeure la mission de tout syndicat, on peut néanmoins dire que les syndicats ont, chacun dans son fond documentaire, un choix de société qui reflète le contenu et la forme de ses revendications. Aussi la lutte syndicale se traduit-elle par des approches divergentes selon que l'idéologie est de gauche ou de droite.**

Une éducation et une bonne formation des militants syndicaux sont donc nécessaires pour ne pas être abusé ni par l'homme politique en tant qu'idéologue, ni par le syndicaliste en tant que courroie de transmission d'une idéologie.

Enfin il faut s'apercevoir que l'équilibre entre la politique et le syndicalisme n'est acquis que par la tolérance. Le fait revendicatif ne doit pas forcément conduire à l'affrontement. A mon avis, le syndicaliste doit aller à la table de négociation en ayant à l'esprit l'intérêt réciproque des deux camps : son propre intérêt et celui de son interlocuteur. C'est pourquoi, il convient d'aller en négociation en ayant à l'esprit que chacun des deux camps a le droit de gagner. Ce qui suppose des concessions de part et d'autre. En d'autres termes, un syndicaliste ne doit

pas ignorer la situation économique et financière de son pays. L'autorité ne doit pas non plus fermer les yeux sur les conditions socioprofessionnelles des travailleurs »

Pour cela, une éducation sociale à travers une bonne formation syndicale est nécessaire aux syndiqués pour échapper aux abus des hommes politiques qui exploitent le plus souvent l'ignorance de leur peuple.

Je vous remercie